

MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

FP 1 n° 1848

Le ministre de la culture et de la francophonie
Le ministre de la fonction publique

à

Monsieur le directeur général de l'administration
et de la fonction publique
Monsieur le directeur de l'Institut international
d'administration publique
Monsieur le directeur de l'Ecole nationale
d'administration
Messieurs les directeurs des Instituts régionaux
d'administration

OBJET: Circulaire relative à l'emploi de la langue française dans la fonction publique.

REFER: Circulaire du Premier ministre du 12 avril 1994 relative à l'emploi de la langue française par les agents publics.
Loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française.

Le Premier ministre a rappelé dans sa circulaire du 12 avril 1994 que la langue française est un élément constitutif de l'identité, de l'histoire et de la culture nationales. L'article 1er de la loi du 4 août 1994 sus-visée, dispose que "Langue de la République en vertu de la Constitution, la langue française est un élément fondamental de la personnalité et du patrimoine de la France. Elle est la langue de l'enseignement, du travail, des échanges et des services publics. Elle est le lien privilégié des Etats constituant la communauté de la francophonie". Les articles 3 à 7 de ladite loi imposent des obligations particulières aux personnes morales de droit public en matière d'inscriptions ou annonces, de contrat, de manifestations et de publications. Aux devoirs que la loi définit ainsi pour tous les agents publics, nous souhaitons ajouter les présentes-instructions qui nous semblent indispensables pour assurer l'usage correct et le rayonnement de la langue française dans la fonction publique.

.../...

Conformément aux instructions du Premier ministre, nous vous demandons en conséquence de respecter et de faire respecter les orientations suivantes dans l'exercice de vos attributions.

1 - Utilisation de la langue française dans le recrutement, la formation initiale et continue et la pratique professionnelle des fonctionnaires

S'il incombe à chaque ministre, dans son domaine de compétence, de donner les instructions spécifiques à ses agents pour le bon usage de la langue française, le ministre de la fonction publique, compte tenu du caractère interministériel de ses attributions, a un rôle particulier d'impulsion et d'harmonisation pour la mise en oeuvre de la circulaire du Premier ministre.

Nous demandons en conséquence au directeur général de l'administration et de la fonction publique de mettre en oeuvre directement ou d'appeler l'attention des directeurs de personnel des ministères sur les orientations suivantes, volontairement limitées.

Une place suffisante doit être accordée à la connaissance de la langue française dans les concours de recrutement. Selon la nature des concours, cela pourra se traduire par une épreuve spécifique ou par la vérification de la maîtrise de la langue française, à l'écrit comme à l'oral, à l'occasion d'épreuves à caractère juridique, économique ou technique. L'attention des jurys devra être appelée sur l'importance de cette maîtrise de la langue française pour de futurs fonctionnaires.

Dans toute la mesure du possible, ces mêmes épreuves de recrutement ne devront pas imposer la connaissance de la seule langue anglaise mais valoriser la connaissance d'au moins une autre langue étrangère.

Au cours de leur formation initiale et dans les programmes de formation qui leur sont proposés, les fonctionnaires doivent être sensibilisés à l'importance que les pouvoirs publics attachent à la langue française, qu'il s'agisse de sa maîtrise orale ou écrite ou du respect des règles juridiques régissant son emploi.

Il est souhaitable que la notation des fonctionnaires prenne davantage en compte la qualité et la précision de l'expression écrite. Il est possible de le faire dans le respect de la spécificité des barèmes et critères de notation propres à chaque ministère et adaptés aux missions particulières de leurs corps. Vous veillerez notamment, conformément d'ailleurs aux recommandations du Conseil d'Etat, à encourager la clarté et la concision des textes juridiques.

.../...

S'agissant des relations avec le public, les efforts de simplification des textes et d'amélioration de leur lisibilité doivent être activement poursuivis. En particulier, l'utilisation de sigles n'est admissible que si elle a été précédemment explicitée. Il s'agit là d'un des aspects les plus concrets d'une politique dynamique de l'accueil des usagers dans les services publics, à laquelle le ministre de la fonction publique est particulièrement attaché.

Dans certains cas, la bonne communication avec le public implique le recours à l'interprétariat et la traduction des instructions françaises. Il importe alors de ne privilégier aucune langue étrangère et de recourir aux différentes langues les plus couramment pratiquées par les usagers étrangers des services publics.

Afin de faire le point de la mise en oeuvre des présentes instructions, de recueillir les expériences les plus intéressantes et de répondre aux difficultés rencontrées, le délégué général à la langue française assistera au moins une fois par an à la réunion des directeurs de personnel.

II- Instructions particulières aux organismes relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre de la fonction publique

Les orientations générales précédemment développées s'appliquent naturellement aux organismes relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre de la fonction publique qui doivent avoir un comportement exemplaire à l'égard de l'emploi de la langue française. De plus, ces organismes veilleront au respect des directives suivantes.

Au cours de leur formation initiale, les élèves des IRA et de l'ENA doivent améliorer leur maîtrise de la langue française. L'ensemble des enseignements et des stages, et pas seulement les exercices de rédaction juridique seront mis à profit dans cette perspective.

Chaque promotion des IRA et de l'ENA suivra une conférence suivie d'un débat sur les enjeux politiques, économiques et sociaux du rayonnement de la langue française. Les directeurs des études recevront l'appui de la délégation générale à la langue française pour le choix des intervenants.

Compte tenu de leurs ressources disponibles, les écoles administratives à caractère interministériel devront s'efforcer de ne privilégier aucune langue étrangère et de présenter une offre diversifiée de langues à leurs élèves.

Par suite du développement imponent de la coopération administrative internationale, les hauts fonctionnaires reçoivent un nombre croissant de visiteurs officiels étrangers. En ces circonstances, ils sont tenus de parler français ou à défaut de recourir aux services d'un interprète. A la rigueur, il peut être admis que chaque interlocuteur s'exprime dans sa langue maternelle.

..

*

* *

Plus encore que les autres agent publics, les élèves fonctionnaires doivent être conscient des liens historiques profonds qui unissent la défense et la promotion de la langue française aux institutions de la République et aux valeurs de la fonction publique française. Nous attachons donc la plus grande importance à l'application des présentes instructions. Vous voudrez bien, chacun en ce qui vous concerne, en dresser un bilan annuel avant le 30 juin. Le chef de service de la direction générale de l'administration et de la fonction publique, chargé du suivi de ce dossier, en établira une synthèse qu'il transmettra à la délégation générale à la langue française.

André ROSSINOT

Jacques TOUBON